

**TUNISIE : FICHE PAYS – JANVIER 2023**



Catégorie OCDE (2022) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / Caa1 / CCC

Change : Dinar tunisien (TND) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -41 % des émissions carbone d'ici 2030

**FORCES**

- Main d'œuvre qualifiée
- Soutien des bailleurs de fonds
- Accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE
- Production minière

**FAIBLESSES**

- Secteur du tourisme affecté par les risques sécuritaires
- Risque social important
- Déficit jumeaux
- Inégalités géographiques

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : négative

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : Avec une reprise modérée en 2021 et 2022, la Tunisie ne renouerait pas avec son niveau de PIB pré-pandémie avant 2024. En 2023, une inflation élevée, une baisse de la demande externe et la consolidation budgétaire (post accord avec le FMI) devraient peser sur les perspectives de croissance.
- Vulnérabilité des comptes publics : Proche du défaut de paiement, l'obtention d'une assistance du FMI (1,9 Md USD jusqu'en 2026) est salvatrice pour la Tunisie. Cette assistance serait suivie du renforcement du soutien financier des créanciers multi et bilatéraux, plus que nécessaire pour couvrir des besoins de financement externes élevés (6,4 % du PIB / an d'ici 2025, selon la Banque Mondiale). En contrepartie, la Tunisie devra mener des réformes pour résorber un déficit public très élevé (-9,4 % du PIB en 2022, selon Fitch). La capacité du pays à mener ces réformes est néanmoins contrainte par le contexte social dégradé.
- Vulnérabilité extérieure : La Tunisie enregistre un déficit courant structurel qui a tendance à peser sur le niveau des réserves de change. En sécurisant une nouvelle assistance financière des bailleurs de fonds, les risques de vulnérabilité externe diminueraient et limiteraient notamment la volatilité du dinar.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Malgré une amélioration notable du secteur depuis 2016 (solvabilité, rentabilité), des fragilités subsistent pour les banques publiques et l'évolution post crise des NPL constitue un point de vigilance.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : Le pays traverse une crise institutionnelle depuis juillet 2021. L'adoption d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections législatives en 2022 ne permettent pas de dissiper réellement les incertitudes. Un redressement de la situation économique sera probablement un passage obligatoire pour ne pas voir s'accroître le risque politique.
- Climat des affaires : En amélioration depuis 2016, le climat des affaires reste de qualité moyenne et pèse sur l'attractivité du pays. Par le passé, le pays a fait face à un risque sécuritaire.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Les risques physique et de transition sont modérés à ce stade, cependant le pays fera probablement face à un obstacle de taille concernant le financement de sa politique de réduction d'émissions carbone à l'horizon 2030.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2015 et 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
1 France	30,0%	1 France	15,3%
2 Italie	16,8%	2 Italie	15,2%
3 Allemagne	11,5%	3 Chine	9,1%
4 Espagne	4,2%	4 Allemagne	7,5%
5 Algérie	3,5%	5 Algérie	4,5%

Sources : CNUCED

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2019 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines élec.	29,8%	Combustibles	16,7%
Vêtements	11,3%	Machines élec.	14,2%
Combustibles	5,5%	Machinerie méca.	8,9%
Instru. optiques	4,3%	Matières plastiques	6,0%
Machinerie méca.	3,7%	Automobiles	5,5%

Sources : ITC

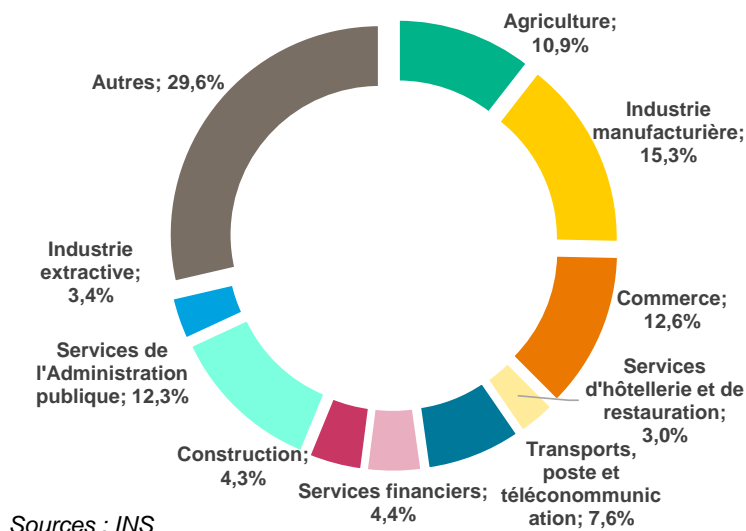


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TUNISIE	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	42	43	42	43	47	46	46
<i>Rang PIB mondial</i>	91	93	93	92	90	92	NA
Population (Mns)	11,5	11,7	11,8	11,9	12,0	12,1	12,2
<i>Rang Population mondiale</i>	75	75	76	76	75	74	NA
PIB / habitant (USD)	3 657	3 661	3 545	3 572	3 897	3 816	3 762
Croissance PIB (%)**	2,2	2,5	1,4	-8,7	3,3	2,2	1,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,3	8,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	81,1	79,0	81,7	NA	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB)**	69,1	74,8	69,0	84,4	86,4	88,4	92,8
Solde public (% PIB)**	-5,6	-4,3	-3,6	-9,1	-8,4	-9,4	-8,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	-9,7%	-10,4%	-7,8%	-5,9%	-6,1%	-9,1%	-8,0%
IDE (% du PIB)***	1,9%	2,3%	1,9%	1,4%	1,1%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	2,9	2,5	4,6	4,5	3,5	3,7	4,1
Dette extérieure totale (% PIB)	97%	97%	93%	95%	90%	92%	100%
Dette extérieure CT (% PIB)*	19%	27%	25%	22%	24%	NA	NA
Taux de change****	2,42	2,65	2,93	2,81	2,79	3,1	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés	11,8	11,7	13,0	13,2	14,8	NA	NA
Taux de NPL**	13,9	13,3	10,3	10,8	10,2	11,7	NA
ROE**	13,8	13,5	17,0	11,0	10,0	16,0	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	116	116	117	115	118	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	78	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	87	89	85	87	83	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	57	57	65	67	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 10/2021), \*Banque Mondiale, \*\*Fitch, \*\*\*Oxford Economics, \*\*\*\*BCT a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Tunisie : part des secteurs dans le PIB (2021)





## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Reprise timide en 2021 et 2022

La crise du Covid-19 a fortement affecté l'économie tunisienne, où les restrictions sanitaires ont mené à une contraction du PIB de -8,7 % en 2020. Le rebond n'a été que très modéré en 2021 (+3,3 %), le maintien de mesures sanitaires ayant pesé sur la mobilité des personnes et sur la consommation privée (72 % du PIB).

La croissance du PIB atteindrait près de +2,3 % en 2022. Au cours des trois premiers trimestres, la levée des restrictions sanitaires a favorisé un rebond significatif des activités de services (60 % du PIB)<sup>1</sup>, tandis que les secteurs du textile et de l'électrique / électronique ont également affiché une croissance soutenue.

Pour éviter un ralentissement trop marqué de la consommation privée dans un contexte de montée des prix alimentaires (+13 % en g.a au T3) et des carburants, les autorités ont augmenté les subventions pour ce type de biens (5,4 % du PIB prévu initialement dans le Budget 2022, pour un montant finalement proche de 8 % du PIB). Toutefois, la montée rapide des prix<sup>2</sup> aura mené à un ralentissement de l'activité en fin d'année. L'investissement aurait quant à lui rebondi (+7 % selon Fitch), en lien avec un rebond de plus de 80 % des IDE en g.a sur les trois premiers trimestres selon TIA (secteurs électronique et photovoltaïque).

### • 3 menaces sur l'activité en 2023

Pour 2023, les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +1,6 et +3,3 %, avec de potentiels risques baissiers au vu des menaces pesant sur l'économie tunisienne : inflation élevée et persistante, consolidation des finances publiques et ralentissement de la demande externe.

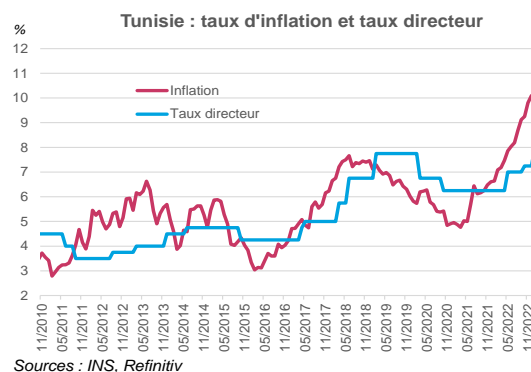
L'inflation est attendue à +8,5 % en m.a en 2023 par le FMI et resterait élevée au moins jusqu'à la fin du T2 2023. Elle pèserait sur un contexte social déjà dégradé<sup>3</sup>, sur les revenus réels et sur la consommation privée. Si un accord avec le syndicat UGTT a été trouvé en 2022 pour que les salaires publics augmentent de +3,5 % par an d'ici 2025, le pouvoir d'achat des ménages serait pour le reste moins soutenu par les aides publiques en 2023. La baisse graduelle des subventions alimenterait la hausse des prix des biens concernés. De plus, avec les menaces de récession en Zone euro, les flux d'envoi de fonds des expatriés<sup>4</sup> se modéreraient, alors même qu'ils avaient composé un soutien important aux revenus des ménages depuis la crise de 2020. En outre, cette inflation élevée va nécessiter de nouvelles hausses de

<sup>1</sup> Dont le tourisme (14 % du PIB), pour qui les recettes ont augmenté de +80 % sur les huit premiers mois, mais la valeur ajoutée du secteur n'atteint que 63 % de celui de 2019.

<sup>2</sup> Prix à la consommation : +9,2 % en g.a au S2 2022.

<sup>3</sup> Chômage de 15,3 % au T2 2022, 37 % chez les - de 25 ans.

taux d'intérêt (+175 pbd entre mai 2022 et janvier 2023) par la Banque centrale (BCT), avec donc un resserrement des conditions de financement sur le marché local.



Sources : INS, Refinitiv

Fin 2022, la Tunisie est parvenue à trouver un accord avec le FMI<sup>5</sup> pour éviter un défaut de paiement, qui serait validé courant janvier 2023 (cf. Partie 2). Dans ce cadre, la Tunisie sera amenée à consolider ses finances publiques, ce qui se concrétisera par une contribution plus faible de la consommation publique. A court terme, un retrait des subventions viendrait plus que compenser les effets bénéfiques d'une hausse des aides ciblées aux populations plus vulnérables. La signature d'un tel accord aurait néanmoins un impact positif sur l'investissement : son effet signal positif serait suivi d'un soutien renforcé des investisseurs multi et bilatéraux, plus particulièrement en provenance du Conseil de Coopération du Golfe.

L'économie tunisienne est dépendante de la Zone euro, où les perspectives s'assombrissent<sup>6</sup>. La demande externe adressée à la Tunisie se réduirait, soit un phénomène préjudiciable tant pour les exportations de biens (la Zone euro absorbant près de 68 % des exportations tunisiennes) que sur la reprise du tourisme (35 % des touristes viennent de la Zone Euro).

### • Un système bancaire fragile

Pour renforcer la résilience du système bancaire, la banque centrale a lancé depuis 2016 un programme de réformes (cadre prudentiel plus strict, création d'un fonds de garantie de dépôts, nouvelle loi bancaire), qui a permis un redressement de la solvabilité et de la rentabilité du secteur bancaire en 2019.

Cependant, plusieurs sources de vulnérabilité demeurent : mauvaise gouvernance de certaines banques publiques (BNA, STB et BH), hausse des prêts non performants (11,7 % des prêts au S2 2022) et exposition au risque souverain (16 % des actifs hors entreprises publiques) avec plusieurs banques sujettes

<sup>4</sup> 5,6 % du PIB en 2020, 86 % des envois proviennent de Zone euro, +13 % sur les 9 premiers mois de l'année en 2022 en g.a.

<sup>5</sup> Programme d'assistance dans le cadre d'un Mécanisme Elargi de Crédit sur 4 ans de 1,9 Md USD.

<sup>6</sup> Le FMI y anticipe une croissance de +0,5 % pour 2023.



à de nouvelles dégradations de leur notation par Moody's en 2022 (AB, ATB, BdT, BIAT, STB).

Si le tourisme se redresse depuis 2022, les entreprises du secteur (4,4 % de l'encours des crédits) étaient déjà fragilisées avant la crise, le Ministère du tourisme ayant tenté de négocier en 2019 une restructuration de la dette bancaire du secteur, sans succès. La situation financière des ménages (25 % dans les encours de crédits) reste également un point de vigilance.

- **Perspectives mitigées à moyen terme**

La reprise timide depuis 2021 n'aura pas permis à la Tunisie de renouer avec les niveaux d'activité pré-pandémie. Selon les instituts de prévision cela ne serait pas le cas avant 2024, soit un des pays avec la reprise la plus tardive au monde. En effet, les faiblesses structurelles de l'économie tunisienne (inégalités, inflation, qualité de la gouvernance des entreprises publiques, finances publiques, stabilité politique - cf. Partie 4) viennent largement compenser les atouts du pays (infrastructures relativement de bonne qualité, qualification de la main d'œuvre). Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,4 % par à horizon 2027.

La Tunisie était déjà sous programme avec le FMI entre 2016 et 2020, une période durant laquelle les tranches de prêts ont été successivement retardées ou partiellement décaissées en raison des difficultés rencontrées par les autorités locales pour mener les réformes qu'elles s'étaient engagées à mener. Le contexte politique et social actuel (cf. Partie 4) reste très tendu et limitera probablement les marges de manœuvre des autorités tunisiennes pour réformer le pays. Au-delà du sujet épineux de la levée des subventions dans un contexte d'inflation élevée, une nouvelle loi sur les entreprises publiques (fortement endettées, mauvaise gouvernance) sera au cœur d'âpres négociations avec l'UGTT. Le pays pourrait faire face à de nouveaux importants mouvements de grèves.

Malgré un climat politique tendu, les autorités affichent leur volonté d'améliorer l'environnement des affaires (processus de digitalisation des démarches administratives, Start Up Act) et de stimuler les IDE (seulement 1,7 % du PIB en 2021). Les autorités ciblent plusieurs secteurs potentiellement attractifs pour les IDE : TIC, pharmacie, automobile, ENR et aéronautique. Les perspectives pour le secteur extractif sont en revanche limitées et les incertitudes du secteur minier (phosphate) demeurent, après dix années de repli en raison de grèves et du manque d'investissement.

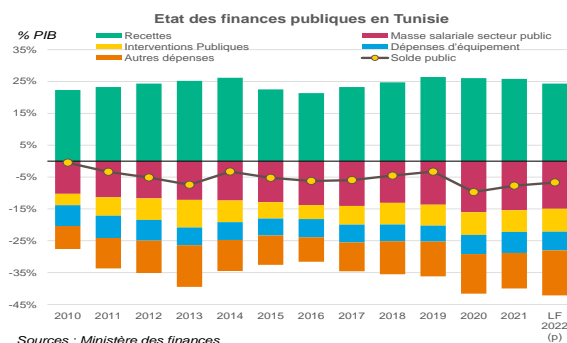
## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Forte hausse de l'endettement en 12 ans**

Depuis la révolution de Jasmin, la dette publique est passée de 39 % du PIB en 2010 à 69 % en 2019, en

<sup>7</sup> Derniers crans de notation avant le défaut chez les agences de ratings : CCC chez Moody's, Caa1 chez Fitch.

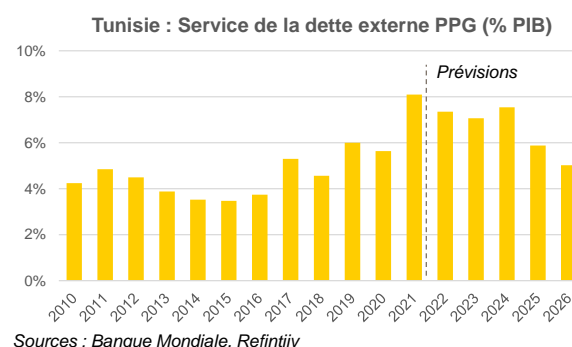
raison de l'accumulation d'importants déficits publics (-5,2 % du PIB en moyenne entre 2011 et 2018).



La crise de la Covid-19 a provoqué un fort creusement du déficit public (-9,6 % du PIB), venant rompre avec les efforts de consolidation des dernières années (meilleures perceptions d'impôts, réduction des subventions énergétiques). Les répercussions du conflit en Ukraine ont également eu un impact négatif en 2022, où la hausse de plusieurs catégories de dépenses (subventions, charge d'intérêt) est venue compenser le rebond des recettes publiques, menant à un déficit de près de -9 % du PIB selon Fitch. La dette publique est désormais proche de 90 % du PIB.

- **Des besoins de financement élevés**

Au bord du défaut de paiement en 2022<sup>7</sup>, la Tunisie a finalement trouvé un accord salvateur avec le FMI pour une assistance de 1,9 Md USD. En contrepartie, la Tunisie devra mener plusieurs réformes : réduction des subventions, loi sur la gestion des entreprises publiques, maîtrise de de la masse salariale et renforcement de l'équité fiscale<sup>8</sup>, ce qui ramènerait le déficit public sous le seuil de -3 % du PIB dès 2025 selon le FMI.



L'assistance financière du FMI ne permettra pas à elle seule de combler les significatifs besoins de financement. A horizon 2025, la Banque Mondiale estime que l'amortissement de la dette externe PPG<sup>9</sup> représentera 6,4 % du PIB, un niveau élevé. Couvrir ces besoins nécessitera l'assistance financière d'autres créanciers, qui sera probablement conditionnée au bon déroulé du programme FMI. Ce scénario est néanmoins accompagné d'incertitude étant donné l'impopularité de certaines réformes, qui s'apparentent à de l'austérité budgétaire dans un contexte social tendu (cf. Partie 1).

<sup>8</sup> Intégration de l'économie informelle au système de taxe.

<sup>9</sup> Dette publique et garantie par le public.



- **Dépendance aux bailleurs de fonds**

Depuis 2010, la dette extérieure PPG a quasi doublé pour atteindre 60,4 % du PIB en 2020. Elle est détenue à 50 % par des bailleurs de fonds internationaux. La part en devises de la dette publique est de 65 % et expose la Tunisie à une augmentation du service de sa dette quand le dinar se déprécie.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

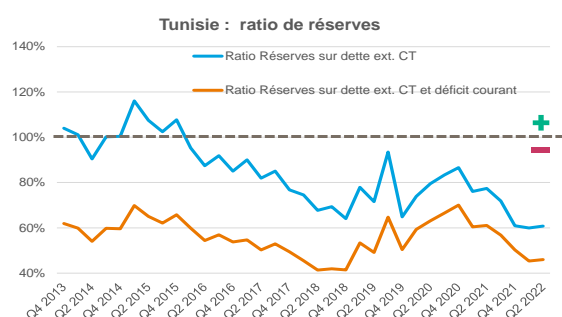
- **Creusement du déficit courant**

La hausse des matières premières (biens énergétiques et alimentaires surtout) a mené à un déficit commercial record en Tunisie en 2022. En dépit du redressement de la balance des services, le solde courant serait fortement déficitaire (près de -9 % du PIB, selon le FMI).

Si le scénario central se base sur une accalmie concernant les prix des matières premières en 2023, la baisse de la demande externe ne permettra pas un rebond significatif des exports et le déficit courant ne se résorberait que légèrement en Tunisie (-8 % du PIB selon le FMI). Le pays fera face à des difficultés d'approvisionnement pour les biens agricoles<sup>10</sup>.

- **Accord FMI : soulagement pour les réserves**

Sur les dix premiers mois de l'année 2022, les réserves de change se sont repliées de -5 % en évolution annuelle. L'assistance financière du FMI et celle multi-bilatérale attendue en 2023 diminuerait les pressions sur les réserves, de 3,3 mois d'importations fin 2022. L'assistance financière du FMI permettrait de répondre partiellement aux défis posés par la hausse des besoins de financement externes (15 % du PIB en moyenne entre 2023 et 2025, selon la Banque Mondiale).



Sources : FMI, QEDS, Refinitiv

Les pressions sur le dinar<sup>11</sup> se poursuivraient au moins jusqu'au T1 2023. Le signal positif de l'accord avec le FMI, le probable ralentissement du cycle de hausses des taux aux Etats-Unis au S1 2023, le relèvement des taux d'intérêt par la BCT et une inflexion de l'inflation (cf.

Partie 1) seraient autant de facteurs favorables à une stabilisation, voire une appréciation du dinar au S2 2023.

### 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Tensions politiques et élections**

Fin juillet 2021, le Président K. Saïed a lancé une campagne anti-corruption et a dans ce cadre démis de ses fonctions le Premier Ministre et a suspendu le Parlement. Cette situation a perduré, plongeant le pays dans une crise institutionnelle. Une nouvelle Constitution est entrée en vigueur en août 2022 et renforce les prérogatives de la fonction Présidentielle au détriment du Parlement. L'adoption de la Constitution l'a été par référendum, avec un taux de participation de 30,5 %. La participation n'était que de 11,2 % au premier tour des élections législatives de décembre 2022 (second tour janvier 2023), boycottées par l'opposition, dont certains membres font l'objet de pressions judiciaires.

Ce « Coup d'Etat Institutionnel » par K. Saïed contribue à alimenter les tensions politiques avec des manifestations fréquentes. Le redressement rapide de la situation économique sera probablement un passage obligatoire pour le Président, dont la côte de popularité ne cesse de baisser selon Sigma Conseil.

- **Fort soutien international**

La Tunisie bénéficie d'un soutien renforcé de la France, de l'Italie et des Etats-Unis, notamment sur les questions sécuritaires (risque terroriste, avec la frontière avec la Libye). La situation politique tunisienne pourrait devenir un sujet de préoccupation pour l'Union Européenne, avec qui la Tunisie tisse des liens historiques et profonds. Par ailleurs, un rapprochement récent a été observé avec l'Arabie Saoudite et les E.A.U, ce qui pourrait se traduire à terme par une assistance financière de ces pays en phase de stress.

### 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire des accords de Paris, la Tunisie s'est engagée à réduire ses émissions de carbone de -41 % d'ici 2030. Toutefois, cette cible ne pourra être atteinte qu'à la condition d'accéder à des financements (près de 17 Mds USD) soit des montants conséquents pour le pays. Ce besoin de financement externe constitue un obstacle important, notamment pour promouvoir les ENR. La part des ENR dans le mix de production électrique a certes plus que triplé depuis 2010 mais n'atteint que 4,2 % du total en 2021 (selon Our World In Data), soit un chiffre très éloigné de la cible de 30 % à horizon 2030, malgré des prédispositions favorables : solaire et vent.

Selon les données du FMI, le risque de transition est moyen en Tunisie, avec un score relativement faible en termes de résilience mais un score plus favorable en termes d'exposition.

<sup>10</sup> 50 % des importations proviennent d'Ukraine et de Russie.

<sup>11</sup> -2,3 % face à l'euro, -10,2 % face à l'USD en 2022.



La Tunisie se classe 67<sup>e</sup> au NDGain (niveau de risque physique modéré). Le pays bénéficie d'une exposition globalement faible aux risques climatiques mais

présente des lacunes au niveau de la sensibilité et de l'adaptation des infrastructures et de l'eau. La faiblesse des stocks d'eau s'avérerait problématique en 2023.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.